

COMPARAISON DES PROCESSUS DE FORMATION ET DE DIFFUSION DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE EN RFA ET EN FRANCE

Pierre Jacquot

P.U.F. | *Cahiers internationaux de sociologie*

2007/2 - n° 123
pages 217 à 244

ISSN 0008-0276

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-internationaux-de-sociologie-2007-2-page-217.htm>

Pour citer cet article :

Jacquot Pierre , « Comparaison des processus de formation et de diffusion du mouvement écologiste en RFA et en France » ,
Cahiers internationaux de sociologie, 2007/2 n° 123, p. 217-244. DOI : 10.3917/cis.123.0217

Distribution électronique Cairn.info pour P.U.F..

© P.U.F.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMPARAISON DES PROCESSUS DE FORMATION ET DE DIFFUSION DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE EN RFA ET EN FRANCE¹

par Pierre JACQUIOT

RÉSUMÉ

Les aspirations libertaires-communautaires des mouvements étudiants de la fin des années 1960 ont rencontré un terrain politique institutionnel plus incitatif à leur application en RFA qu'en France, notamment sous forme d'entreprises dites alternatives. Celles-ci, beaucoup plus nombreuses en RFA, vont concourir à l'émergence d'un milieu contre-culturel ancré au quotidien des villes ouest-allemandes ; lequel milieu va à son tour contribuer à l'apparition et l'extension bien au-delà des seules villes d'un mouvement social contestataire : celui des « Initiatives de Citoyens ». Ce mouvement, inédit en France, fournira dans la décennie 1970 une force d'appoint primordiale au mouvement écologiste ouest-allemand, et catalysera la mutation ou la création d'organisations qui joueront un rôle important dans la production et la diffusion d'idées écologistes ; de telle sorte que le mouvement écologiste tel qu'il s'est déployé en RFA y a rencontré un meilleur écho que celui qui s'est formé en France.

Mots clés : Mouvement écologiste, (Mai) 1968, Milieux contre-culturels, Initiatives de Citoyens.

SUMMARY

The libertarian-communitarian aspirations of the students' movements by the end of the 1960s met with a more open political context to their application in West Germany than in France : many more alternative enterprises were created at that time. This will contribute to the emergence of counterculture circles in West German cities. These circles will in turn bring about a social movement unknown in France : « the Initiatives of Citizens ». In the 1970s, this movement will considerably strengthen the West German ecology movement and will catalyse the mutation or birth of organizations which will play a great part in the emergence and spreading of environment ideas. So that the ecology movement, such as it spread in West Germany, was better received there than in France.

Key words : Environmentalist movement, (May) 1968, Countercultural circles, Initiatives of Citizens.

1. Notre étude repose sur des interviews auprès de fondateurs et de militants d'associations écologistes et de comités de citoyens, ainsi que sur des livres et articles relatifs à l'histoire des nouveaux mouvements sociaux en RFA et en France.

Cahiers internationaux de Sociologie, Vol. CXXIII [217-244], 2007

La RFA est réputée être un pays à l'avant-garde de la prise de conscience écologiste. Certains y voient l'expression du romantisme allemand qui mettait en valeur les éléments de la Nature. Mais c'est accorder là une trop grande influence à un mouvement artistique qui, au XIX^e siècle, ne concernait que les franges intellectuelles, loin de toucher l'ensemble de la population allemande. Surtout, c'est méconnaître le ressort de la mobilisation écologiste : certes un souci pour la préservation de la nature, ses espèces sauvages, sa beauté, mais plus fondamentalement encore une préoccupation pour la santé publique présente et future, et pour la gestion des ressources minières et énergétiques nécessaire à la vie à très long terme des sociétés humaines. Plus qu'un simple attrait pour la nature, l'écologisme reflète une façon radicalement nouvelle de concevoir les rapports des hommes au monde et au temps : en cela il constitue un élément culturel aussi nouveau en RFA qu'en France.

Serait-il alors une manifestation de l'évolution socioculturelle des sociétés industrielles passant à l'état postindustriel, comme le soutient Ronald Inglehart ? Dans une étude internationale¹ cet auteur établit ainsi des liens entre degré de postmatérialisme et niveau de conscience écologiste : les besoins de base – sécurité et économie – étant satisfaits, les individus postmatérialistes sont disposés à se préoccuper de problèmes liés davantage au vivre-ensemble, telles les inégalités entre hommes et femmes, les discriminations envers des minorités socioculturelles ou encore la dégradation de l'environnement par les activités humaines, entre autres exemples. Toutefois, si la variable « postmatérialisme » a une certaine efficacité pour expliquer des différences de sensibilité environnementaliste entre des régions du monde inégalement développées industriellement, elle devient douteuse lorsqu'elle est appliquée à des pays qui, comme l'Allemagne et la France, sont très proches (socio-économiquement). Par ailleurs, il ne suffit pas que des individus aient un potentiel socioculturel et économique favorable à la prise de conscience écologiste : encore faut-il les y sensibiliser par un travail de mobilisation de longue haleine. Un fort degré postmatérialiste est non pas une cause, mais plus modestement une condition favorable à la sensibilisation écologiste : un travail de communication et de mobilisation militante sera indispensable pour rendre effectif ce potentiel. Par exemple, ce n'est pas son haut degré de postmatérialisme qui permet seul d'expliquer que Fribourg-en-Brisgau soit la ville de plus de 100 000 habitants votant le plus vert

1. Ronald Inglehart, Public support for environmental protection : Objective problems and subjective values in 43 societies, *Political Sciences and Politics*, mars 1995, p. 57-71.

en Allemagne – d'autres villes ont un degré postmatérialiste similaire et un taux de pollution plus élevé –, mais le fait que sa région a été au cours des décennies 1970 et 1980 un haut lieu de lutte contre un projet de centrale nucléaire. Autrement dit, le degré de sensibilité écologiste y a été déterminé par l'intense activisme d'organisations citoyennes, d'associations et, à partir des années 1980, des *Grünen* (principal parti vert allemand).

Pourrait-on alors adhérer à l'hypothèse souvent avancée selon laquelle ce travail de mobilisation a été entravé en France par la présence d'un Parti communiste fort, expliquant ainsi la faiblesse du mouvement écologiste en France par rapport à la RFA où au contraire le communisme n'était porté que par des groupuscules sans influence ? Ce serait oublier que les idées écologistes sont le fait de populations plutôt étrangères à celles qui votaient alors pour le PCF : de niveaux d'instruction et de revenus supérieurs aux électeurs communistes¹, les écologistes développent une sociabilité plus individualiste² et s'opposent au productivisme, à l'opposé de la pensée communiste. Ensuite et surtout, le mouvement écologiste s'est d'abord constitué sur un mode associatif avant politique. Ce n'est qu'au début des années 1980 que se sont fondés les premiers partis verts en RFA et en France ; auparavant, dans les années 1970, l'écologisme politique n'existait essentiellement que sous forme de listes, montées à l'occasion d'élections. Sans une base associative étendue, l'écologisme politique n'aurait pas vu le jour ni continué d'exister. C'est particulièrement vrai de la RFA où est apparu au tournant des décennies 1960 et 1970 un mouvement contestataire apolitique : les *Bürgerinitiativen* – littéralement : Initiatives de Citoyens³.

Groupes informels de citoyens au spectre sociologique très étendu, les Initiatives de Citoyens ont, sans être réellement écologistes, beaucoup contribué à l'épanouissement du mouvement écologiste. Nous verrons, dans la première partie de l'article, comment en le rattachant à une question de respect de la démocratie, ces

1. Jean-Luc Bennahmias et Agnès Roche, *Des Verts de toutes les couleurs (histoire et sociologie du mouvement écolo)*, Paris, Albin Michel, 1992, p. 118-121.

2. Ce constat rejoint les propres observations de Bruno Villalba sur les militants des Verts : *De l'identité des Verts. Essai sur la constitution d'un nouvel acteur politique*, thèse de doctorat de science politique, Université Lille 2, 1995.

3. Nous reprenons ici la traduction généralement admise par les auteurs français ayant étudié de près ou de loin cette question. Cette traduction est légitime car si « Bürger » peut signifier aussi bien « citoyens » que « citoyens », c'est ce dernier sens qui rend le mieux compte de l'esprit de cette forme d'organisation, comme le montre cet article. Si elles sont d'abord apparues dans les villes, les Initiatives de Citoyens vont toutefois très vite se multiplier sur tout le territoire ouest-allemand, y compris les zones rurales.

Initiatives de Citoyens ont concouru à élever l'environnement – une préoccupation alors à peine connue au début des années 1970 – au statut de problème de société, donc digne d'être relayé par les mass media et pris en considération par l'ensemble de la population ; ce qui induira une forte impulsion au mouvement écologiste ouest-allemand naissant. Mais si le mouvement écologiste ouest-allemand leur doit une partie de son élan, d'où proviennent les Initiatives de Citoyens elles-mêmes ? Nous verrons, dans la deuxième partie d'article, que leur apparition est liée à l'implantation au cœur des villes ouest-allemandes d'un milieu contre-culturel, héritier des mouvements étudiants des années 1960. Mais alors pour quelles raisons un mouvement semblable n'a-t-il pas également surgi en France, pays de Mai 68 ? Comme nous l'avancerons en troisième partie, un élément de réponse tient à la situation politique française de l'immédiat après-Mai 68 qui paradoxalement laissa moins d'espoirs aux jeunes en France qu'en RFA de voir se réaliser un changement de la société selon leurs vues. Beaucoup de jeunes Français tentèrent alors de vivre et travailler dans les zones rurales censées être plus épargnées par la société « bourgeoise » de consommation : « le retour à la terre ». La contre-culture ne s'ancre donc pas autant qu'en RFA dans le tissu économique et social des villes ; d'où des relations moins fournies avec la population idéologiquement plus modérée, réduisant d'autant la probabilité que se constitue un mouvement qui, semblable à celui des Initiatives de Citoyens, aurait durablement mobilisé des centaines de milliers de personnes. C'est donc par une approche à la fois historique, contextuelle et organisationnelle, plutôt que culturelle, que nous tenterons de mettre en lumière certains des processus à l'origine de la puissance supérieure du mouvement écologiste allemand par rapport à son homologue français.

I. L'APPORT DES INITIATIVES DE CITOYENS AU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE OUEST-ALLEMAND

Au début des années 1970, en Allemagne de l'Ouest comme en France, le mouvement écologiste puise ses forces auprès de deux acteurs collectifs : les naturalistes/environnementalistes et les groupes gauchistes. Mais la RFA va bientôt se distinguer de la France par l'apparition d'un mouvement social, celui des Initiatives de Citoyens, qui impulsera un grand élan au mouvement écologiste.

1. *Au commencement, en France comme en RFA, deux acteurs dans le mouvement écologiste : les naturalistes/environnementalistes et les gauchistes*

Les naturalistes et les environnementalistes

Au début des années 1970 existent en RFA et en France de nombreuses associations « naturalistes » – celles qui se donnent pour mission la connaissance et la défense de la flore et la faune sauvages – mais peu d'associations « environnementalistes », c'est-à-dire se préoccupant non seulement des milieux naturels remarquables pour leur richesse biologique, mais aussi et d'abord des milieux anthropisés (zones urbaines et industrielles) avec pour arrière-plan la santé humaine. Si le souci pour l'environnement global commence à émerger parmi les associations naturalistes, il n'empêche qu'il se décline d'abord en fonction de la « nature », c'est-à-dire par rapport à cet espace hors des villes dans lequel les citadins se ressourcent le temps d'un week-end ou des vacances, et celui dans lequel les scientifiques observent et étudient la flore et la faune sauvages. Les associations et fédérations naturalistes sont en effet essentiellement des associations d'observation et/ou de défense des espèces vivantes, ainsi que des associations de randonneurs, alpinistes, pêcheurs et autres usagers ludiques de la nature. Dans l'esprit de leurs animateurs et responsables, défendre la nature revient à défendre l'environnement. Mais ils tiennent en fait peu ou pas du tout compte des zones urbaines, industrielles ou d'agriculture intensive car, pauvres en espèces sauvages ou en beaux paysages, elles les intéressent peu : ils délèguent à d'autres (instances administrato-politiques, corps médical, urbanistes...) le souci de la sécurité publique, dont la santé humaine.

Les groupes gauchistes

Les groupes gauchistes concernent essentiellement les individus ayant pris part aux mouvements étudiants de la fin des années 1960. On y trouve des communistes (léninistes, maoïstes, trotskistes), des libertaires et alternatifs aspirant à des modes de vie autres que ceux de la société dite « capitaliste ». Ce n'est pas l'environnement qui les préoccupe, mais l'aliénation politique et/ou consumériste des hommes par les industriels et les États « impérialistes ». Leurs engagements dans les luttes anti-nucléaires seront davantage motivés par cette opposition idéologique au capitalisme que par un souci de santé publique.

Ces deux acteurs collectifs rencontrent un faible écho auprès de l'ensemble de la population. Celle-ci est d'abord préoccupée par

des problématiques matérialistes, les uns aspirant à moins d'inégalités sociales pendant que d'autres ou les mêmes souhaitent jouir de la société de consommation et de loisirs. Il n'y a pas encore une réelle inquiétude à l'égard de l'environnement, et la question de la préservation de la nature demeure une question en marge des problèmes de société. Et en ce qui concerne les groupes gauchistes, leur radicalisme les disqualifie d'emblée aux yeux de la plupart.

2. Puis bientôt en RFA : les Initiatives de Citoyens

Cependant, en RFA, il faut compter avec un troisième acteur : les Initiatives de Citoyens (*Bürgerinitiativen*). En effet, au cours de la décennie 1970 ces groupes d'action vont susciter dans le mouvement écologiste ouest-allemand une dynamique inconnue en France.

Une Initiative de Citoyens est constituée par des individus qui ont décidé de se regrouper pour s'attaquer à un problème local (communal ou régional) qui les concerne de près. Lorsqu'elles sont apparues à la fin de la décennie 1960, les Initiatives de Citoyens n'avaient cependant pas de préoccupations à proprement parler environnementalistes : les toutes premières voulaient dénoncer des insuffisances d'infrastructure en matière d'éducation et de soutien social (un trop faible nombre de crèches, de foyers pour jeunes désœuvrés...) ou critiquer des politiques d'aménagement de quartiers et de trafic urbain. Très vite toutefois, dès le début des années 1970, des Initiatives de Citoyens se forment pour s'opposer plus spécifiquement à des projets industriels jugés susceptibles de nuire au cadre de vie : usines chimiques, centrales nucléaires, autoroutes, aéroports... Si le terme avait déjà existé à l'époque, on les aurait dénommées *NIMBYS* (*Not-in-my-back-yard* : Ne touchez pas à mon jardin !). De principe très souple – sans statut juridique, pas même associatif, et disparaissant d'elles-mêmes lorsque le problème semble résolu aux yeux de leurs membres – les Initiatives de Citoyens vont très rapidement se multiplier sur tout le territoire ouest-allemand pour atteindre le nombre de 15 à 20 000 comptant au total plusieurs centaines de milliers de membres. Le noyau le plus actif, 3 à 4 000 Initiatives de Citoyens, est mobilisé par les problèmes d'environnement¹.

Les participants des Initiatives de Citoyens, plus modérés et même assez souvent marqués à droite, ont ainsi marché sous la

1. Lutz Mez, Von den Bürgerinitiativen zu den Grünen, in Roland Roth et Dieter Rucht (sous la dir.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Bundeszentrale für politische Bildung, 1987, p. 263-276.

même bannière anti-nucléaire que les jeunes gauchistes ou les environnementalistes. Puisant donc dans un large spectre sociologique, les manifestations ouest-allemandes contre l'énergie nucléaire civile rassemblaient parfois jusqu'à 100 000 personnes, alors qu'en France le chiffre peinait à atteindre les quelques dizaines de milliers. Par ailleurs, la présence de gens politiquement modérés et bien intégrés dans la société (vie professionnelle et responsabilités familiales) au sein du mouvement anti-nucléaire en rendait socialement plus audibles les discours : on était plus disposé qu'en France à accorder du crédit à ce mouvement dans la mesure où il n'était pas simplement porté par d'irréductibles gauchistes et autres « hippies », mais également par de « respectables » personnes.

3. *La sensibilisation de la société ouest-allemande à l'environnement sous l'effet des Initiatives de Citoyens*

Il faut dire qu'entre-temps, afin de donner plus de légitimité à leurs causes, auxquelles il était souvent reproché le caractère particulariste, les Initiatives de Citoyens s'étaient efforcées de les rattacher à des enjeux de santé publique et d'environnement, revendiquant l'idée que leurs actions locales contribuaient au bien de la collectivité nationale et même internationale. En soutenant que défense du cadre de vie et défense de la santé publique étaient synonymes, les Initiatives de Citoyens ont concouru à soustraire l'environnement de sa gangue naturaliste, identifiée aux « petites fleurs et aux petits oiseaux », et ainsi à recevoir le soutien d'une plus large opinion publique : en effet, vivant majoritairement dans des zones urbanisées, les individus des sociétés industrielles se sentent plus directement concernés par des problèmes de pollution de l'eau qu'ils boivent ou de l'air qu'ils respirent que de ce qui advient d'une zone naturelle, aussi remarquable soit-elle d'un point de vue scientifique ou esthétique. À partir du milieu des années 1970, bien avant les *Grünen*, l'environnement devient un thème pleinement politique : il interroge la société sur ses responsabilités en matière non seulement de santé publique, mais aussi de gestion énergétique, par conséquent sur ses modes de consommation et de production ; il devient un emblème de la question du droit des citoyens à être informés et consultés par rapport aux politiques publiques.

Dès le milieu de la décennie 1970 des intellectuels débattent au sujet de l'environnement. Les Églises, d'abord protestantes puis catholique – auxquelles on prête beaucoup plus l'oreille qu'en France – voient dans la préservation de l'environnement une question éminemment morale. Le phénomène prend une telle ampleur que les partis politiques ainsi que les syndicats sont contraints

d'intégrer à leurs réflexions et interventions dans les médias ces affaires de cadre de vie et d'environnement qu'ils avaient d'abord eu tendance à mépriser. Certaines personnalités marquantes de ces partis se montrent véritablement préoccupées par cette question de l'environnement et, chose tout à fait inconnue en France, prennent la plume. Ainsi, les livres de Erhard Eppler (SPD) et Herbert Gruhl (CDU) rencontrent un large écho¹.

4. *L'impact des Initiatives de Citoyens sur le mouvement écologiste en RFA*

L'apparition massive des Initiatives de Citoyens n'a pas seulement contribué à populariser la cause environnementaliste : elle a également catalysé la mutation ou la création d'organisations qui vont jouer un rôle significatif dans la configuration et la puissance du mouvement écologiste ouest-allemand. Nous développerons ici l'exemple de trois organisations des plus emblématiques en RFA : le BUND, l'Öko-Institut et les Grünen (nous laissons ici de côté Greenpeace Deutschland qui ne prit son essor qu'au cours de la décennie 1980).

Le BUND (Union allemande pour la protection de l'environnement et de la nature)

Au début de la décennie 1970, l'équipe dirigeante du Bund Naturschutz-Bayern (Union bavaroise de protection de la nature) – une vénérable fédération fondée dès 1913 – décide de donner un coup de fouet à un projet déjà ancien de calquer leur organisation sur celle de l'administration de leur Land. Ils espèrent rendre plus efficace leur fédération en établissant sur tout ce territoire des relais qui, à l'aide de personnes, groupes ou associations locaux déjà existants, feront remonter les informations régionales au Bureau central du Bund Naturschutz-Bayern, mettront en application les directives et campagnes de ce même Bureau et s'évertueront à recruter de nouveaux adhérents et bénévoles ainsi qu'à récolter des soutiens financiers. Comme le rappelle René-Pierre Chibret², ce projet existait depuis les années 1950, de façon cependant plus velléitaire que

1. Erhard Eppler, *Ende oder Wende. Von der Machbarkeit des Notwendigen*, Munich, DTV, 1982 [1975], et Herbert Gruhl, *Ein Planet wird geplündert. Die Schreckensbilanz unserer Politik*, Francfort, Fischer, 1982 [1975] (Fita 4006). Cf. Thomas Keller, *Les Verts allemands : un conservatisme alternatif*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 24-25.

2. René-Pierre Chibret, *Associations écologiques en France et en Allemagne. Une analyse culturelle de la mobilisation collective*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris 1, 1991, p. 344-348.

concrète. Mais l'apparition en masse des Initiatives de Citoyens motive fortement les dirigeants du Bund Naturschutz-Bayern à se donner les moyens de le réaliser pleinement : ils veulent en effet éviter que leur fédération soit concurrencée, voire marginalisée par la survenue de ces acteurs très dynamiques et réactifs que sont les Initiatives de Citoyens. Le Bureau central parvient en peu d'années à tisser sur toute la Bavière un réseau dense et hiérarchisé. Bientôt, l'expérience est étendue aux autres Länder, de telle sorte qu'est déclaré en 1975 à Francfort l'acte de naissance du BUND (*Bund für Umwelt-und Naturschutz Deutschland*), une association cette fois fédérale et non plus régionale (et dont le Bund Naturschutz-Bayern est le membre le plus important, numériquement parlant). Le BUND est désormais incontournable dans le mouvement écologiste ouest-allemand : son organisation centralisée, fonctionnant sur les principes bureaucratiques, le rend particulièrement efficace. Par ailleurs, pour limiter le départ des énergies militantes vers les Initiatives de Citoyens, le BUND a dû accorder autant de place à la thématique du cadre de vie et de l'environnement qu'à celle de la nature.

Les organisations qui n'auront pas su effectuer cette double mue, environnementaliste et organisationnelle, se priveront de la capacité de jouer un rôle dans le mouvement écologiste ouest-allemand. C'est ainsi par exemple que, malgré ses 3,3 millions d'adhérents (en 1985), le DNR (Deutsche NaturschutzRing : cercle allemand de protection de la nature), fondé en 1950, est resté en marge du mouvement écologiste : composée d'associations tournées vers la nature mais aux objectifs et intérêts divergents (chasseurs et protecteurs des animaux ou randonneurs et cavaliers ne font pas nécessairement bon ménage...), cette fédération n'a pu rassembler les énergies autour de la cause environnementaliste ; une cause non unanimement acceptée en son sein car jugée trop politique au regard de la nature. En voulant tenir compte du mouvement des Initiatives de Citoyens, le BUND s'est par contre mis en position d'être en phase et en synergie avec les autres acteurs qui tenteront d'infléchir l'évolution de la société ouest-allemande vers ce qu'on définira à partir des années 1990 le « développement durable » (ou soutenable), c'est-à-dire la volonté de concilier développement économique, progrès social et respect de l'environnement.

L'Öko-Institut

Fondé en 1977, l'Öko-Institut s'est fixé une double mission : i) être une force d'opposition scientifique : l'Öko-Institut fournira aux Initiatives de Citoyens et autres groupes de contestation des arguments scientifiques et juridiques capables de contrecarrer les experts et avocats défendant des projets industriels contestés ; ii) être

une force de proposition d'alternatives technologiques et sociales à certaines politiques industrielles. Ainsi est-il écrit dans le texte fondateur de l'Öko-Institut : « *La lutte pour un avenir à visage humain et une civilisation respectueuse de la vie exige cependant plus que la résistance à d'imminents ravages. Elle exige de nous une réponse positive à la question comment nous voulons vivre. Nous savons que la recherche d'aujourd'hui décide des conditions de vie futures. Nous ne pouvons plus la laisser à seulement l'État et l'industrie. C'est pourquoi nous voulons nous-mêmes rechercher des alternatives pour l'avenir. Cette recherche doit dépasser les frontières des disciplines de la science traditionnelle et voir comme toujours unitaire le projet technique et social.* »¹

Alors que la première partie de la mission est d'ordre pratique – servir de support technico-scientifique aux Initiatives de Citoyens –, la seconde révèle une ambition plus large, résolument humaniste : critiquer le modèle de société proposé par les politiques et les industriels car il serait porteur de dérives technocratiques néfastes pour les populations. Cette seconde mission illustre le fait que les fondateurs de l'Öko-Institut ne sont pas seulement des gens formés aux sciences dites exactes, mais aussi des intellectuels issus des sciences humaines et sociales : philosophes, théologiens, économistes, sociologues... L'implication de ces intellectuels dans le projet d'une association scientifique indépendante reflète en fait la mobilisation de nombre d'intellectuels ouest-allemands au sujet de l'environnement ; une mobilisation qui a été elle-même induite par la soudaine émergence des Initiatives de Citoyens dans tout le pays, plus particulièrement en certains points chauds tels que la lutte contre un projet de centrale atomique à Wyhl (cf. plus loin dans l'article) et celle contre l'extension de l'aéroport de Francfort. L'étonnement et l'intérêt que les Initiatives de Citoyens éveillent en eux ont en effet conduit nombre d'intellectuels à écrire des articles ou livres, à participer à des documentaires radio ou télévisés, plus largement à débattre sur les raisons de ce nouveau mouvement social. Beaucoup d'entre eux veulent y voir le symptôme d'une société en crise morale et politique : la RFA souffrirait d'un manque de transparence démocratique en matière de choix technologiques, dont l'insuffisance d'information et de consultation auprès des citoyens ordinaires serait un signe patent. Les Initiatives de Citoyens seraient une saine réaction citoyenne à cette situation. Il paraissait donc pertinent à certains de ces intellectuels de promouvoir une association capable de contester scientifiquement et/ou juridiquement les arguments des puissants lobbies. Mais dans le même temps

1. Erklärung zur Gründung des Instituts, *Öko-Mitteilungen (Sonderausgabe zum 20-jährigen Jubiläum)*, avril 1997, p. 14, Öko-Institut e.V.

ils ne pouvaient se satisfaire d'une simple réponse technique : leur formation d'esprit aux sciences sociales et humaines les conduit aussi à enjoindre à cette association la tâche de faire réfléchir les citoyens, d'une part, sur les risques physiques et sociaux qu'ils encourent dans une société à gestion technocratique, d'autre part, sur les possibilités aussi bien techniques que sociales pour prévenir ces risques. L'Öko-Institut va ainsi se faire connaître en RFA par la réalisation et la diffusion médiatique de solides dossiers mettant en cause certaines politiques industrielles – telles celles concernant le nucléaire civil, la chimie, les transports et, plus tard, le génie génétique –, et proposant certaines alternatives (énergies renouvelables, gestion énergétique plus économe, construction de bâtiments plus respectueux de l'environnement...).

Les Grünen

Les Initiatives de Citoyens ont rencontré des succès, parvenant souvent à au moins faire prendre en considération par les pouvoirs publics leurs revendications. Toutefois, il leur a souvent fallu en passer non seulement par des procès mais aussi par des confrontations physiques, parfois violentes. De telle sorte que s'est développé le sentiment chez beaucoup de membres d'Initiatives de Citoyens que les pouvoirs publics privilégient les intérêts industriels et économiques au détriment des droits des citoyens ordinaires. Si elles ont montré à maintes occasions leur capacité à faire pression sur les pouvoirs publics et les acteurs économiques au sujet de tel ou tel problème concret, si elles ont également contribué à répandre le concept de démocratie de la base, les Initiatives de Citoyens ne sont en revanche pas en mesure d'infléchir le fonctionnement même du système économique et politique vers une meilleure prise en compte des citoyens.

L'idée de créer un parti plus à l'écoute des citoyens fait alors son chemin. Il va de soi que ce parti aurait à défendre l'environnement, thème considéré comme inséparable de la question de la démocratie. Même les gauchistes ont cessé de soupçonner la défense de l'environnement d'être une méprisable attitude de « petits bourgeois » crispés sur leur cadre de vie : ils aperçoivent désormais au contraire l'environnement comme un des paramètres du respect des individus car condition de base de leur qualité de vie d'aujourd'hui et de demain. Ces gauchistes intègrent par conséquent le souci pour l'environnement à leur propre projet de promotion de l'individu et du citoyen face aux appareils politiques et aux lobbies « capitalistes ».

Bref, le couple « Environnement/Démocratie de la base » est devenu le point de ralliement minimal de nombre d'individus désireux pour une raison ou une autre de former ou soutenir une liste

électorale. À partir de 1977, à l'occasion d'élections régionales, se constituent non seulement des listes vertes mais également « multicolores » (*bunte Liste*) qui, selon les endroits, rassemblent des personnes issues d'Initiatives de Citoyens, des environnementalistes, des alternatifs, des groupuscules communistes, des féministes, des anthroposophes¹... Ainsi, la composante environnementaliste, qui est soutenue par une proportion non négligeable de gens marqués à droite, quelquefois même à l'extrême droite, s'est vu rejointe et même débordée par une composante ouvertement sociale, portée par des gens de sensibilité de gauche². Sans menacer l'équilibre des forces politiques dominantes (SPD, CDU/CSU, FDP), certaines de ces listes vertes ou multicolores rencontrent un certain succès, surtout dans les régions où se sont fait connaître de vives luttes contre des projets industriels, menées notamment par les Initiatives de Citoyens. Les multiples groupes ainsi constitués vont consentir à se rencontrer pour, après de houleux débats, fonder à l'échelle fédérale en 1980 le parti *Die Grünen* – c'est-à-dire les Verts ouest-allemands – un parti identifié comme non seulement environnementaliste mais aussi social et revendiquant le principe de la démocratie de la base. Si les Initiatives de Citoyens n'ont pas été à l'initiative de la création des Grünen, elles en ont toutefois préparé le terrain : ce sont elles qui ont mis à l'honneur ce principe d'une démocratie plus directe. Et si, en tant qu'organisations se voulant apolitiques, voire défiantes de la politique institutionnelle, les Initiatives de Citoyens gardent leurs distances par rapport aux Grünen comme aux autres partis, en revanche leurs membres individuels seront nombreux à voter à titre personnel pour eux, et un certain nombre à en devenir des adhérents.

D'autres mouvements et événements viendront après les Initiatives de Citoyens concourir à la configuration et au développement du mouvement écologiste ouest-allemand. En premier lieu, le mouvement pacifiste : très puissant au tournant des décennies 1970 et 1980, il précipitera l'arrivée des Grünen au Bundestag en 1983 car seul parti à clairement s'opposer à l'implantation des missiles nucléaires américains Pershing sur le territoire de la RFA. De même, l'attentat du Rainbow Warrior en 1985 par les services secrets français conduira l'opinion publique ouest-allemande – scandalisée qu'un État supposé démocratique s'en prenne physiquement à une ONG – à fortement soutenir Greenpeace Deutschland, en monnaie sonnante et trébuchante ainsi qu'en bénévoles

1. Lutz Mez, *op. cit.*

2. Dieter Salomon, *Grüne Theorie und graue Wirklichkeit. Die Grünen und die Basisdemokratie*, Arnold-Bergstraesser-Institut, Fribourg-en-Brisgau, 1992.

et militants¹. Cette association va alors devenir l'une des plus significatives du mouvement écologiste ouest-allemand, par son dynamisme et son nombre d'adhérents (qui de 1984 à 1986 passe de 65 000 à 120 000 !).

On remarquera que ces deux moments décisifs pour le mouvement écologiste ouest-allemand sont entre autres motivés par l'exigence demandée aux responsables politiques de respecter en premier lieu les citoyens, dans leurs droits d'expression (notamment associative) et d'intégrité physique, avant toute considération géostratégique. Ces événements n'auraient sans doute pas produit pareil effet si, en lien avec la question de l'environnement, les Initiatives de Citoyens n'avaient pas préalablement concouru à sensibiliser l'opinion publique à la question du respect des droits démocratiques des citoyens par les acteurs politiques et économiques. Les Initiatives de Citoyens ont toutefois plus directement favorisé le mouvement écologiste, d'abord en lui apportant une force numérique importante, ensuite en conduisant certaines associations naturalistes à muscler leur organisation et à prendre davantage en considération la thématique de l'environnement dans leurs objectifs et politiques de communication ; enfin, en induisant plus tôt qu'en France un besoin de créer des organisations scientifiques et politiques permanentes qui, tels l'Öko-Institut et les Grünen, joueront un rôle décisif dans la légitimation et la diffusion des idées écologistes.

5. *En France, le mouvement écologiste ne profite pas d'un mouvement semblable à celui des Initiatives de Citoyens ouest-allemandes*

Le mouvement écologiste français n'a pas rencontré un phénomène sociologique qui, pareillement aux Initiatives de Citoyens ouest-allemandes, aurait permis de cristalliser la thématique de l'environnement dans les préoccupations de l'opinion publique et des politiques ; au moins jusqu'à la moitié des années 1980, l'écologie continue d'être identifiée à la protection de la nature au détriment de la défense de l'environnement en tant que paramètre de la santé humaine, thème autrement porteur auprès de l'opinion publique et d'un point de vue politique. À l'inverse de ce qui s'est passé en RFA sous l'effet entre autres des Initiatives de Citoyens, il ne s'est pas greffé à l'écologie une aspiration à plus de démocratie,

1. Cf. Pierre Jacquot, La normalisation de l'écologisme : comparaison des associations vertes en France et en Allemagne, in Jean-Paul Bozonnet et Joël Jakubec (sous la dir.), *L'écologisme à l'aube du XXI^e siècle. De la rupture à la banalisation ?*, Genève, Georg Éditeur, 2000, p. 149-183.

notamment à ce que les Français soient davantage informés et consultés sur les projets industriels à proximité de leur habitat ou sur l'énergie nucléaire civile. Le mot « écologie » n'a pas été identifié à un enjeu de respect des droits des individus/citoyens. Plus généralement, l'écologie a tardé à devenir en France une question politique importante. Nous illustrerons notre propos à l'aide de deux exemples : la CRII-RAD et les Verts.

*La CRII-RAD (Commission de recherche
et d'information indépendantes sur la radioactivité)*

Comme l'Öko-Institut, la CRII-RAD a été créée sous l'effet d'une perte de confiance en les pouvoirs publics pour ce qui concerne l'information relative à la sécurité des installations industrielles. Mais une décennie sépare la création de la CRII-RAD de celle de l'Öko-Institut : c'est qu'il avait manqué pendant les années 1970 en France un mouvement social qui, à l'instar des Initiatives de Citoyens ouest-allemandes, aurait suscité une crise de confiance de nombreux citoyens à l'égard des politiques et des industriels. Ne s'était donc pas fait sentir le besoin de créer un lieu d'information scientifique et technique à la fois indépendant et permanent. De telle sorte que lorsque survient en 1986 l'explosion d'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl, les pouvoirs publics français sont tentés de faire accroire à la population que les nuages radioactifs venus d'Ukraine n'ont pas atteint la France. Dans les pays voisins, en particulier en RFA, les pouvoirs publics faisaient au contraire appliquer des mesures de prévention de santé publique (des produits maraîchers et laitiers ont été retirés de la vente) : le travail de sensibilisation environnementaliste des précédentes années et la présence d'associations scientifiques indépendantes – parmi lesquelles notamment l'Öko-Institut – avaient rendu inconcevable l'idée même de dissimuler la vérité aux populations. La vérité éclate tout de même quelques jours plus tard dans les médias français : ils ont été alertés par quelques personnes qui, s'inquiétant de ce qu'elles lisaient dans la presse étrangère, avaient fait faire à titre privé des mesures radioactives sur des plantes de leur jardin. Ayant pris brutalement conscience que manquait une source d'information fiable et réellement indépendante d'EDF et de l'État, ces mêmes personnes ainsi que d'autres – tout autant stupéfaites ou mises en colère par le mensonge des instances chargées de la sûreté publique – décident de se constituer en association forte d'un laboratoire scientifico-technique.

On pourrait alors penser qu'après l'échec des opposants au nucléaire civil des années 1970 à convaincre l'opinion publique, la création de la CRII-RAD annonçait un retour de balancier. En réalité,

il n'en fut rien. En effet, les autorités et EDF profitent encore de leurs prérogatives pour assurer à la population française que, à la différence des centrales nucléaires soviétiques, les françaises sont sûres. C'est encore l'époque de la guerre froide... Par ailleurs, la production électrique dépend désormais pour les trois quarts de l'énergie atomique, et l'opinion publique française y semble favorable. Partant de ces constats, ses fondateurs assignent à la CRII-RAD la mission de contrôler les taux de radioactivité dans l'environnement plutôt que, comme les opposants au nucléaire l'ont vainement tenté les précédentes années, de délégitimer l'énergie atomique civile. Bien qu'étant la plus convaincante des organisations françaises apparues à la suite de l'accident de Tchernobyl, la CRII-RAD n'a par conséquent pas remis en cause le programme nucléaire français ; elle a privilégié une perspective de vigilance de santé publique. Ni elle ni quelque autre organisation écologiste n'ont empêché le programme nucléaire français de se poursuivre.

À l'inverse, le terreau sociopolitique apporté par les Initiatives de Citoyens avait rendu réceptifs beaucoup d'habitants de RFA aux arguments des organisations écologistes, de telle sorte que le travail de persuasion mené par ces dernières pendant près de trente ans a infléchi la position d'un certain nombre de responsables politiques en ce qui concerne le dossier de l'énergie nucléaire civile, ce qui s'est finalement traduit par la décision en 1998 du gouvernement rouge-vert de Schröder de renoncer à cette énergie dans les prochaines décennies par étapes progressives.

Les Verts

Il faudra attendre 1984 pour que se constituent les Verts français, soit quatre ans après les Grünen. Prenant le relais des Initiatives de Citoyens, les Grünen s'étaient voulu apôtres d'une démocratie plus proche des citoyens. En critiquant avec véhémence le fonctionnement des partis établis – jugés parasiter la démocratie par leurs jeux d'intérêts –, les Grünen s'étaient d'emblée positionnés sur le champ politique et, par là, fait reconnaître comme un parti politique à part entière. Les Verts n'ont par contre pas rencontré dans la population française pareille aspiration à une démocratie plus directe ; ne leur était reconnue de légitimité que la défense de la nature et de l'environnement – les deux termes étant le plus souvent confondus. On ne les considérait donc pas défendre les intérêts directs de la population ; on ne pouvait par conséquent leur consentir un véritable titre de parti politique puisque faire de la politique, c'est d'abord agir pour les citoyens et la société.

En leur sein même, ils étaient divisés quant à la place à donner à leurs thématiques sociales (pacifisme, tiers-mondisme, féminisme,

lutte contre les discriminations socioculturelles, promotion d'identités régionales...) car elle ne correspondaient pas à la mission que l'opinion publique voulait leur assigner exclusivement : la défense de la nature et de l'environnement. Leurs hésitations, dues à leur double volonté, d'un côté, d'affirmer leurs convictions en matière de progrès social, de l'autre côté, de prendre en compte électoralement les attentes naturalistes/environnementalistes de l'opinion publique, accentuèrent l'aspect flottant de leur identité ; ce qui renforça un peu plus encore leur manque de crédibilité politique. Même parmi ceux censés être leurs alliés naturels, à savoir les membres ou sympathisants d'associations écologistes, beaucoup sont devenus critiques à l'encontre des Verts. Ainsi, encore au milieu des années 1990, la plupart des militants de FNE¹ et de Greenpeace France que nous interviewions² reprochaient à l'écologisme politique français non seulement ses incohérences (division entre les Verts et Génération Écologie), mais aussi le fait que les partis concernés délaissaient, selon eux, le thème de la nature au profit de questions sociales ; certains allaient jusqu'à critiquer les Verts de privilégier la question de l'environnement sur celle de la nature !

À l'inverse, leurs homologues allemands, militants du BUND et de Greenpeace Deutschland, se montraient plus compréhensifs à l'égard des Grünen, lesquels pourtant, pas moins traversés de nombreuses disputes et dissensions (la plus célèbre étant celle des Realos et des Fundis), mettaient tout autant en avant des revendications sociales. Cette différence d'appréciation était la résultante non pas d'une plus grande compétence des Grünen, mais d'une situation sociopolitique en RFA qui, dans le sillage des Initiatives de Citoyens, leur avait ouvert un espace politique – celui de la promotion de la démocratie de la base – et par là rendu plus évidente qu'en France leur légitimité à traiter de questions sociales. En deçà de leur meilleurs scores électoraux qui ont conditionné leurs rapports de force politique, et par conséquent leur alliance avec le SPD pour fonder en 1998 un nouveau gouvernement fédéral, on peut penser que la meilleure reconnaissance de leur dimension politique a facilité la décision du chancelier Schröder de confier le ministère des Affaires étrangères à un membre des Grünen, en l'occurrence Joschka Fischer. Pour comparaison avec les Verts, rappelons que Dominique Voynet se félicitait un an auparavant de s'être fait

1. France Nature Environnement : fédération française regroupant nombre d'associations et fédérations naturalistes et environnementalistes.

2. C'était toutefois moins le cas des militants de la CRII-RAD. Probablement parce que cette association a une visée délibérément environnementaliste et non pas naturaliste, ses militants sont plus disposés à concevoir l'écologie comme un enjeu de société, donc d'y intégrer des préoccupations sociales.

octroyer par le Premier ministre Lionel Jospin le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement : cela représentait certes une avancée dans la mesure où les écologistes français ne s'étaient jusqu'alors vu accorder que des ministères de l'Environnement ou de l'Écologie ; mais un ministère de l'Aménagement du territoire est quand même loin d'être aussi sensible qu'un ministère des Affaires étrangères...

Si l'absence en France d'un mouvement équivalent à celui des Initiatives de Citoyens (*Bürgerinitiativen*) n'a pas nui en soi au mouvement écologiste français – l'absence de cause n'ayant par définition aucun effet –, on peut en revanche dire que celles-ci ont favorisé l'éclosion du mouvement écologiste ouest-allemand, non seulement en lui fournissant un soutien numérique, mais également en catalysant la mutation ou la création de certaines organisations qui vont se révéler déterminantes pour son évolution et sa réception auprès de l'opinion publique.

II. PROCESSUS DE FORMATION ET DE DIFFUSION DES INITIATIVES DE CITOYENS

Si l'on aperçoit le rôle primordial qu'ont joué les Initiatives de Citoyens pour le mouvement écologiste ouest-allemand, reste à comprendre les raisons pour lesquelles elles sont apparues en grand nombre en RFA. Les sociologues qui se sont penchés sur la question avancent des raisons qui nous semblent insuffisantes. Lutz Mez évoque l'époque de la Grande Coalition du SPD avec la CDU-CSU (1966-1969) : en constituant ensemble un gouvernement, les deux grands partis habituellement adversaires donnaient l'impression que n'existait plus d'opposition parlementaire, et que par conséquent les citoyens ne disposaient plus de relais institutionnels pour exprimer leurs mécontentements. Les citoyens seraient alors devenus défiants vis-à-vis du système politique, et auraient souhaité combler ce vide démocratique en se regroupant en « Initiatives de Citoyens »¹. Plus précisément, selon Karl-Werner Brand, en s'alliant en une « Grande Coalition », le SPD et le groupe CSU/CDU rendaient réalisable la majorité des deux tiers nécessaire à toute modification de la Loi fondamentale ; dès lors devenait possible le projet controversé de lois d'urgence en cas de crise politique grave. Jugeant un tel projet comme une menace potentielle de dictature en RFA, une opposition extra-parlementaire, l'APO (AußerParlamentarische Opposition), se constitue dès l'été 1966 à partir de différents groupements. Le SDS,

1. Lutz Mez, *op. cit.*

Fédération des étudiants socialistes, en est l'élément le plus dynamique ; il va sur cette base contestataire développer d'autres thèmes mobilisateurs telles la dénonciation de la guerre au Vietnam ou l'exploitation des pays du Tiers Monde par les puissances « impérialistes ». Plus généralement c'est la critique de la société de consommation qui est propagée. Bref, selon Brand, tous les débats suscités dans le cadre de l'APO auraient induit à la longue dans l'ensemble de la population ouest-allemande à la fois un esprit critique et un désir d'engagement citoyen : les Initiatives de Citoyens en seraient l'émanation¹.

L'interprétation de Brand nous paraît en fait sujette à caution. En effet, les Initiatives de Citoyens virent le jour non pas, comme il le soutient, pour revendiquer plus de démocratie, mais pour dénoncer des problèmes pratiques de la vie quotidienne : ce n'est qu'à partir d'environ 1973, après plusieurs années de luttes dispersées et bien après que se soit achevée la Grande Coalition et autodissout le SDS, qu'elles se regroupèrent autour de thématiques plus politiques au sens large² ; elles revendiquèrent notamment l'idée de mieux représenter la démocratie que les partis, par la réalisation d'une démocratie plus directe et censée plus proche des préoccupations des citoyens (*Basisdemokratie* : démocratie de la base). L'argument de l'« engagement citoyen » fut en réalité mis en avant par les participants des Initiatives de Citoyens afin de légitimer leur lutte pour leurs intérêts particuliers. L'impression de déficit de démocratie est davantage l'effet des Initiatives de Citoyens que la cause de leur apparition : ce sont elles en effet qui ont mis en avant et divulgué l'idée d'un tel déficit alors qu'objectivement les instances politiques ouest-allemandes pratiquaient un jeu tout aussi démocratique qu'en France ou dans les pays voisins.

Il ne suffit pas d'un mécontentement – ici, celui supposé d'un manque de démocratie – pour lancer un mouvement social : comme le font très justement remarquer McCarthy et Zald³, il y a toujours dans une société de nombreuses raisons de se plaindre, sans que pour autant ces plaintes conduisent à un mouvement social. La genèse et la perpétuation d'un mouvement social nécessitent la présence d'organisations qui sachent recueillir et fédérer à elles des

1. Karl-Werner Brand, *Kontinuität und Diskontinuität in den neuen sozialen Bewegungen*, in Roland Roth et Dieter Rucht (sous la dir.), *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Bundeszentrale für politische Bildung, 1987, p. 30-44.

2. Dieter Rucht, *Von Wylh nach Gorleben. Bürger gegen Atomprogramm und nukleare Entsorgung*, Munich, Beck, 1980, p. 80.

3. John D. McCarthy et Mayer N. Zald, *Resource mobilization and social movements : A partial theory*, *American Journal of Sociology*, 1977, vol. 82, n° 6, p. 1212-1241.

plaintes au départ individuelles et dispersées ; des organisations qui sachent également mettre en œuvre toutes sortes de moyens pour les faire entendre – en leur procurant notamment un discours et un argumentaire unifiés et percutant – et leur faire atteindre une dimension collective et politique. Dans le cas qui nous intéresse, ce sont précisément les Initiatives de Citoyens qui ont rempli ce rôle d'organisations mobilisatrices. Le problème devient alors de comprendre comment – plus précisément : par quels processus sociaux – les Initiatives de Citoyens se sont formées puis multipliées sur tout le territoire ouest-allemand. Anthony Obershall a souligné l'idée que pour saisir un mouvement social, il faut d'abord repérer les groupes sociaux à partir desquels se sont fait jour les organisations de ce mouvement, puis chercher à déterminer comment ces groupes ou segments de population, malgré des sociabilités différentes, voire incompatibles, sont parvenus à se rencontrer et s'allier en un mouvement social¹. Vues sous cet angle, l'émergence et la propagation des Initiatives de Citoyens ne sont pas l'effet d'une transmission « télépathique » d'un idéal démocratique, comme l'approche de Brand tend à en donner l'impression, mais le fruit d'un double processus sociologique en deux étapes : d'abord la constitution d'un milieu contre-culturel d'où vont surgir les premières Initiatives de Citoyens, puis la diffusion de celles-ci à tout le pays, y compris les zones rurales, grâce à un effet de rencontre entre les milieux issus de la contre-culture et des catégories de population plus larges mais habituellement peu portées à la critique de l'ordre social : c'est plus pour des intérêts particuliers que pour des idéaux démocratiques que ces populations ont en effet commencé à se mobiliser en Initiatives de Citoyens.

1. Constitution d'un milieu contre-culturel et formation des premières Initiatives de Citoyens

Le milieu urbain contre-culturel dont il est ici question s'est formé grâce à l'émergence, au tournant des décennies 1960 et 1970, d'un réseau de projets socioculturels et d'entreprises alternatifs² (ainsi que féministes). En effet, les étudiants qui avaient pris part aux mouvements de contestation de la fin des années 1960 achevaient désormais leurs études et commençaient à entrer dans la vie active ainsi qu'à fonder des familles. Quittant la vie étudiante, un certain

1. Anthony Obershall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

2. Par « alternatifs », nous entendons les projets et entreprises s'efforçant de concilier les principes d'autogestion, de solidarité sociale et de démocratie avec les exigences sinon de rentabilité, du moins de viabilité économique.

nombre de ces anciens étudiants voulaient donner concrètement suite aux idéaux communautaires-libertaires auxquels ils avaient adhéré pendant leur époque contestataire. Ainsi, non seulement ils vont fonder des *Wohngemeinschaften* – communautés vivant en appartement loué ou squatté –, mais ils seront également nombreux à monter des cafés, librairies ou maisons d'édition alternatifs, à participer à la tenue de crèches et de *Selbsthilfegruppen* (groupes d'entraide sociale) alternatifs, à mettre sur pied des ateliers et entreprises alternatifs de vente, location ou réparation (de produits électroménagers, d'instruments de musique, d'automobiles...) et autres services (taxis, communication...), ou encore à constituer des centres d'information et de formation alternatifs ou féministes¹. Toutes ces entreprises alternatives donnent lieu à une clientèle et un public spécifiques, et finalement à un nouveau milieu contre-culturel, investissant de manière visible certains quartiers de grandes villes allemandes². Se fait jour dans de nombreuses villes, y compris celles de taille moyenne, une presse locale alternative³.

Il est donc logique que dans ce contexte, parallèlement à ces entreprises alternatives, se forment aussi des groupes alternatifs pour dénoncer haut et fort les insuffisances et travers de la société de consommation. Par exemple, qu'ils soient engagés dans des *Selbsthilfegruppen* et des comités de locataires de *Wohngemeinschaften*, ou qu'ils soient simplement des sympathisants, nombre d'individus de la mouvance alternative montrent, plus spontanément que le reste de la population, une méfiance à l'égard des politiques municipales ou régionales : ils soupçonnent que la destruction de telle zone d'habitation au nom d'une politique d'assainissement urbain vise en fait à éliminer les squats occupés par des alternatifs et à permettre aux entreprises immobilières de faire de juteux profits, au mépris de certaines populations contraintes de déménager car dans l'incapacité de payer le surcoût de loyer. De la même façon que quelques années auparavant ils apercevaient une complaisance du gouvernement ouest-allemand avec certaines dictatures, telle celle du Shah d'Iran, ils veulent maintenant voir au niveau local ou régional le même mépris de la démocratie de la part des puissances publiques

1. Wolfgang Beywl, *Alternative Ökonomie. Selbstorganisierte Betriebe im Kontext neuer sozialer Bewegungen*, *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, p. 187-203.

2. Ainsi, Tilman Fichter et Siegward Lönnendonker, cités par W. D. Narr, comparent, non sans ironie, ces zones contre-culturelles à des ghettos, les alternatifs trouvant sur place tout ce qui était nécessaire et conforme à leurs attentes : *Die Generation der Ausgeschlossenen*, *Die Zeit* (daté du 20 janvier 1978).

3. Roland Roth, *Kommunikationsstrukturen und Vernetzungen in neuen sozialen Bewegungen*, *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, p. 68-88.

lorsque, sans consulter les habitants, elles autorisent des projets d'autoroute, d'aéroport et de centrale nucléaire pourtant potentiellement sources de nuisance. Les premières Initiatives de Citoyens virent le jour dans ce milieu contre-culturel qui, héritier des mouvements étudiants, était naturellement enclin à faire montre d'esprit critique et à prendre part à des actions protestataires à l'encontre de la société « bourgeoise et capitaliste ». L'aspect très informel des Initiatives de Citoyens en reflète d'ailleurs le caractère libertaire-communautaire. Il semble en revanche plus surprenant que ce mode d'organisation ait été adopté par des populations beaucoup plus conservatrices, *a priori* rétives aux principes communautaires-libertaires. Comment cela s'explique-t-il ?

2. Diffusion des Initiatives de Citoyens

Fruit du dynamisme contestataire des milieux contre-culturels, le modèle des Initiatives de Citoyens fut rapidement adopté dans tous les milieux : les individus y trouvaient l'opportunité d'y exprimer, sous couvert de citoyenneté, des revendications rejoignant leurs intérêts personnels. L'incantation des valeurs citoyennes – comme en témoigne l'appellation « Initiative de *Citoyens* » – reflète une volonté de revêtir d'une dimension morale supérieure des préoccupations en réalité d'ordre pratique concernant le cadre de vie personnel : gênes sonores ou esthétiques causées par telle ou telle infrastructure de transport ou entreprise industrielle, manque de crèches ou de logements bon marché, etc. En imputer la faute aux administrations ou à des instances de décision n'est plus nécessairement perçu comme un signe d'incivisme ; c'est même faire montre de vigilance citoyenne pourvu qu'on puisse opposer aux institutions des principes moralement surplombants : la justice sociale, la démocratie ou encore la défense d'un environnement plus sain pour la collectivité. D'un point de vue organisationnel, c'était un moyen stratégique pour une Initiative de Citoyens donnée de légitimer un problème local et ainsi d'augmenter ses chances de trouver un soutien auprès de l'opinion publique. Et au niveau individuel, les membres de cette Initiative de Citoyens trouvaient là un moyen d'évacuer leur mauvaise conscience d'agir en fait pour leurs propres intérêts « petits-bourgeois » de recherche de confort de vie. La diffusion au cours des années 1970 des Initiatives de Citoyens et notamment leur référence appuyée à la citoyenneté révélaient le souhait des individus que leurs préoccupations liées à la sphère privée et domestique soient enfin prises en considération et socialement légitimées. En effet, les organisations militantes traditionnelles – syndicats et partis politiques – avaient vocation à

défendre les intérêts catégoriels ou ceux de collectivités territoriales, mais elles n'endossaient que superficiellement les problématiques relatives à l'épanouissement personnel. Les Initiatives de Citoyens permirent en revanche de prendre plus directement en charge ces attentes individualistes – notamment en les déculpabilisant – que développaient en nombre croissant les individus sous l'effet d'une société qui, à la fin des années 1960, avait déjà beaucoup étendu les droits (d'expression et de comportement individuels par rapport aux institutions et aux mœurs) et autres vecteurs d'épanouissement individuel (élévation du niveau d'instruction, ascension sociale, consommation de masse de plus en plus individualisée, loisirs...). Les Initiatives de Citoyens prennent la défense d'individus non plus seulement travailleurs, mais également consommateurs et usagers – désireux de profiter au mieux de leur confort de vie et de leur temps libre et privé. En cela, elles reflètent, avec d'autres « nouveaux mouvements sociaux », le passage d'une société industrielle à celle postindustrielle.

La diffusion des Initiatives de Citoyens n'est cependant pas une concrétisation inéluctable et spontanée des valeurs post-matérialistes alors montantes. Elles doivent plutôt leur succès, outre leur souplesse d'application, à ce que leurs revendications d'un type nouveau, initialement promues par les milieux dits contre-culturels et qu'on rapporte habituellement aux valeurs post-matérialistes – les droits citoyens, le féminisme, la défense de minorités discriminées, la protection de l'environnement... –, ont pu être mises en relation et en résonance avec les préoccupations matérialistes d'une population beaucoup plus large. L'histoire du mouvement de Wyhl va nous en fournir une illustration.

3. *L'exemple du mouvement de Wyhl*

Ce mouvement tient dans la mémoire collective de l'écologie ouest-allemande une place au moins aussi importante que celle qu'occupe en France le mouvement du plateau du Larzac. Le mouvement de Wyhl, contre un projet de construction d'une centrale nucléaire, frappa en effet les esprits durant la décennie 1970 par son ampleur et la détermination de ses acteurs, pour l'essentiel des Initiatives de Citoyens fédérées en un collectif de 21 groupes. Les débuts de ce mouvement vont nous éclairer sur les mécanismes de formation et de diffusion des Initiatives de Citoyens.

En 1970, quelques citoyens ordinaires ont vent par hasard d'un projet de construction de centrale nucléaire dans leur région de la Kaiserstuhl (sud-ouest de la RFA), plus précisément sur la commune de Wyhl, à une trentaine de kilomètres de la ville universitaire Fri-

bourg-en-Brisgau. Spontanément, des médecins, des scientifiques et des universitaires se regroupent pour lancer une campagne d'information avec l'aide d'une équipe de chimistes de l'Université de Fribourg. L'année suivante, ils fondent le « Comité d'action du Haut-Rhin contre le risque environnemental des centrales nucléaires »¹. Ces sympathisants ou anciens participants des mouvements étudiants des années 1960 sont autant animés par des principes moraux – respect de l'environnement et de la santé publique – que par l'inquiétante perspective pour eux de vivre à proximité d'une centrale atomique. Sans leur activisme, le mouvement de Wyhl n'aurait pas vu le jour car la plupart des habitants de la région auraient sans doute accepté le projet de centrale nucléaire, à leurs yeux synonyme de modernité.

Les viticulteurs et autres exploitants de la contrée agricole voisine – donc une population tout à fait distincte de celle, d'abord urbaine, de la contre-culture – vont vite prêter l'oreille aux arguments de ces opposants ; mais moins par souci pour leur santé que pour leurs revenus. En effet, que la mise en doute de la sûreté du nucléaire civil soit fondée ou non, l'image de leur région en pâtira, distillant dans l'opinion publique et, par conséquent auprès des consommateurs, une méfiance à l'égard de leurs produits agricoles. De nombreux paysans vont donc s'opposer au projet. Par voie d'affiches et de réunions d'information, et surtout par leurs réseaux d'interconnaissances (professionnelles et plus largement familiales et villageoises) ils vont constituer des Initiatives de Citoyens par villages entiers. Ces Initiatives de Citoyens vont non pas tant développer des arguments économiques liés à leurs préoccupations professionnelles, mais plutôt invoquer des grands principes, s'inspirant là des discours des milieux contre-culturels tels que la santé publique, la qualité de la vie de la région, la démocratie... En positionnant ainsi leur lutte sur un registre d'abord moral, les agriculteurs et viticulteurs, plus largement les habitants de tous les villages alentour, veulent et se défendre du reproche macro-économiste de compromettre la prospérité de leur région et rallier à eux une population urbaine, plus nombreuse, qui apprécie la qualité de vie des environs champêtres, la beauté des monts avoisinants habités par la Forêt-Noire...

Dire qu'ils s'adonnaient là à un exercice de rhétorique calculée et hypocrite, ce serait oublier que la plupart des membres de ces Initiatives de Citoyens, s'ils étaient peu politisés, étaient néanmoins dès le départ attachés à la démocratie. Cet attachement à la démocratie s'est simplement renforcé et affirmé à travers un processus

1. *Oberrheinischen Aktionskomitee gegen Umweltgefährdung durch Kernkraftwerke.*

social et psychologique d'autosuggestion. En effet, à force de s'impliquer et donc de désirer le légitimer, beaucoup s'étaient convaincus que leur activisme, bien qu'intéressé, s'inscrivait dans la logique de la démocratie – espace d'interaction et de confrontation pacifiée d'opinions et d'intérêts divers –, et qu'ils contribuaient donc à celle-ci. L'activisme devenait en lui-même la valeur à défendre ; il était « citoyen »¹. Les propos de paysans militants, relevés par Margot Poppenhusen au cours de son enquête sur les Initiatives de Citoyens de ce mouvement, attestent l'existence de ce processus d'autosuggestion : plusieurs d'entre eux confient leur surprise de découvrir en eux-mêmes une passion et une compétence pour l'activisme qu'ils n'auraient jamais soupçonnées s'ils ne s'étaient engagés dans cette lutte. Cet activisme était d'autant socialement valorisé que sur les lieux où devait se construire la centrale nucléaire avait été fondée une université populaire – en fait, des conférences en plein air assurées par des universitaires – visant à informer les gens sur les risques du nucléaire, les possibles alternatives énergétiques, ainsi que sur l'histoire des mouvements insurrectionnels, des jacqueries, des droits civiques des Noirs américains, des Indiens d'Amérique... Ces conférences régulièrement organisées tout au long du mouvement de Wyhl, jusque dans les années 1980, ont ainsi entretenu le sentiment vivifiant de partager une cause commune.

Cet exemple du mouvement de Wyhl montre que, contrairement à ce que soutient Brand, les Initiatives de Citoyens doivent leur développement non pas à quelque propagation spontanée d'un esprit citoyen, mais à la rencontre et l'alliance de deux populations socioculturellement hétérogènes : l'une issue du milieu contre-culturel, l'autre de milieux plus modérés, voire conservateurs, globalement moins jeunes et moins diplômés. Ces deux populations avaient trouvé avantage à se rapprocher l'une de l'autre sous la forme des Initiatives de Citoyens : la première avait créé les Initiatives de Citoyens pour dénoncer avec des accents contre-culturels (liberté et épanouissement des individus) des problèmes très concrets de leur vie quotidienne (péri-)urbaine ; la seconde population,

1. Margot Poppenhusen, *Legitimität ohne Subjekt ? Überprüfung des Legitimations-theorie von Niklas Luhmann anhand der Antiatomkraftbewegung Wyhl*, thèse de doctorat de sciences politiques, Berlin, 1989, p. 134-143. Nos propres travaux, d'ordre psychosociologique, sur les militants écologistes montrent également que même l'engagement pour l'environnement, apparemment sans aucune recherche d'intérêts personnels, est mû par des désirs individuels inconscients de (re-)valorisation de soi ; ce militantisme – et peut-être le militantisme en général – trouve son ressort dans des intérêts non plus simplement sociaux mais aussi et même d'abord psychologiques.

plus ouvertement attachée aux traditions ou aux valeurs et normes de la société de production/consommation de masse, voyait en les valeurs sociales affichées par les Initiatives de Citoyens un moyen de justifier la défense de ses intérêts particuliers. La première population en tirait en retour le soutien d'une large population dans ses actions militantes, et d'une certaine façon la légitimation de ses valeurs contre-culturelles. Si donc les Initiatives de Citoyens ne furent pas exclusivement mues par des préoccupations citoyennes, elles contribuèrent néanmoins à dynamiser la vie démocratique en RFA.

III. RAISONS DE L'ABSENCE EN FRANCE D'UN MOUVEMENT ÉQUIVALENT À CELUI DES INITIATIVES DE CITOYENS OUEST-ALLEMANDES

Nous venons de voir comment l'ancrage d'un milieu contre-culturel dans le quotidien des grandes villes allemandes a conditionné l'émergence et la diffusion des Initiatives de Citoyens, lesquelles ont à leur tour contribué à la force du mouvement écologiste en RFA. Le faible développement des comités de citoyens en France à la même époque résulte très probablement de l'absence d'un milieu contre-culturel comparable en ce pays. Certes y avait-il dans l'après-Mai 68 une très active militance gauchiste, mais celle-ci ne donna pas naissance à un milieu contre-culturel aussi palpable que dans les villes ouest-allemandes. Les individus et groupes composant le gauchisme français pouvaient connaître une intense vie associative ou politique ; il n'empêche qu'ils vivaient isolément les uns des autres pour ce qui concerne la vie pratique : se loger, se nourrir, travailler ou se divertir restaient pour l'essentiel hors du champ de leurs activités collectives et, ce faisant, de leurs préoccupations politiques. Les moments où l'on vivait en permanence ensemble étaient rares et ne dépassaient guère un laps de temps de quelques jours, au mieux de quelques semaines, comme lors des rassemblements annuels sur le plateau du Larzac à partir de 1973 ; c'était bien loin de suffire à instaurer au quotidien une vie contre-culturelle. Les problèmes du quotidien citadin demeurèrent donc confinés au ressenti individuel, sans conscience ni prise en charge collectives ; ils n'acquiescent donc pas une dimension politique. Pour que cela ait eu un simple début de chance de se produire, il eût fallu que les entreprises alternatives, points de vente ou de prestations de services de type alternatif fussent beaucoup plus nombreux, et de préférence concentrés en un ou quelques quartiers de ville. C'est à cette condition que les habitants de ces quartiers auraient éventuel-

lement pu développer le sentiment de vivre une communauté de quartier ; de partager, au-delà de leurs ressentis individuels, des problèmes pratiques communs à leur quartier ou leur ville. C'est dans un tel processus de conscientisation collective que certains auraient pu à l'aide de leurs réseaux sociaux – notamment parmi les alternatifs – lancer l'idée de se regrouper pour remédier ensemble à ces problèmes, et constituer en fin de compte l'équivalent des Initiatives de Citoyens ouest-allemandes.

Si cela n'est pas advenu en France, c'est que justement le nombre et la densité d'entreprises alternatives et autres lieux de rencontres alternatifs y étaient faibles. Dominique Allan Michaud évaluait à environ 1 500 le nombre d'entreprises alternatives en France en 1989¹, alors qu'en RFA, ce chiffre s'élevait déjà à environ 14 000 (avec plus de 100 000 emplois à la clef) en 1983². Selon nous, cela vient en partie de ce qu'en ce pays, Mai 68 a presque immédiatement buté contre une réalité politique rongant les volontés de changement : d'abord l'inattendue victoire de la droite aux élections législatives (23 et 30 juin 1968) juste après ce mois de contestation, puis l'année suivante l'accession de Georges Pompidou à la présidence de la République. Si ce maintien de la droite au pouvoir peut chez certains, au moins dans un premier temps, renforcer le désir de s'engager politiquement³, il retire aussi à beaucoup d'autres tout espoir de changement rapide : il faudrait pour cela au minimum un gouvernement de gauche. De toute façon nombre des anciens participants de Mai 68 doutaient qu'un pareil gouvernement appliquerait une politique conforme à leurs attentes : à l'exception du PSU, lequel n'a obtenu qu'un faible score aux législatives de 1968, les partis de gauche tels le PCF et la FGDS (à la tête de laquelle était alors François Mitterrand) ne s'étaient pas véritablement montrés en phase avec le mouvement des étudiants qui avait impulsé et accompagné Mai 68.

Ainsi, beaucoup pensent que la société capitaliste ne peut être changée dans la mesure où elle parvient à aliéner « le peuple » et les partis de gauche aux valeurs matérialistes. Se fait jour l'idée de s'éloigner des villes, sièges des pouvoirs financiers et politiques, et de s'isoler dans les campagnes du fin fond de la France, censées vier-

1. Dominique Allan Michaud, *L'avenir de la société alternative*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 153.

2. Jürgen Sosna, *Netzwerk-Selbsthilfe : eine Idee koordinierender Projektarbeit verändert sich, Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, 1987, p. 208.

3. Cf. Jacques Capdevielle et René Mouriaux, *Mai 68 : l'entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.

ges des mirages de la société de consommation, pour y mener des expériences de communautés libertaires. On sait combien ces expériences rurales furent rarement couronnées de succès et même souvent sources de déboires amicaux et amoureux¹. La plupart de ceux qui s'y étaient risqués s'en revinrent dans les villes, mais ils étaient désormais moins disposés à se relancer dans une aventure communautaire-libertaire, telle que la création d'entreprises aux principes alternatifs.

En RFA, la situation sociopolitique à la fin des années 1960 avait impulsé une autre évolution se révélant à terme favorable à l'émergence des Initiatives de Citoyens. Également puissant en ce pays, le mouvement de contestation étudiantin n'a cependant jamais conduit à l'effervescence d'un Mai 68, ni par conséquent au degré d'espérance en une transformation radicale de la société. En revanche, la gauche, à travers le SPD, est parvenue aux manettes du pouvoir, d'abord en participant à partir de 1966 au gouvernement de la Grande Coalition SPD-CDU/CSU, puis en 1969 avec la conquête de la chancellerie par Willy Brandt. Même s'ils demeurent insuffisants aux yeux des jeunes contestataires, les projets de ce jeune et dynamique chancelier vont dans le sens de certaines de leurs attentes : accentuer la politique d'ouverture à l'égard de la RDA – qu'il avait déjà lui-même contribué à initier avec le gouvernement de la Grande Coalition –, et lancer un programme de réformes pour plus de démocratie, en premier lieu au niveau des universités, des administrations et des entreprises (favoriser la cogestion).

Avec cette perspective institutionnelle apparemment plus ouverte à leurs aspirations, les jeunes contestataires ouest-allemands ressentirent moins le besoin que leurs homologues français de couper les ponts avec la société. En tout cas, il n'était pas question de « retour à la terre » en RFA : les jeunes gauchistes préférèrent réaliser dans les villes mêmes des projets et entreprises alternatifs qui, tout en appliquant les principes anti-autoritaires et autogestionnaires, seraient économiquement viables. Dans un environnement à la densité démographique et l'activité socioculturelle et politique autrement élevées que dans les rases campagnes, ces mini-entreprises purent mieux se développer que les communautés néorurales de France². Lieux de production et de services, elles représentèrent des points d'ancrage au cœur des villes ouest-allemandes,

1. Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, p. 271-273.

2. Même si nombre d'entre elles dépendirent en fait de subventions, elles connurent un réel succès auprès de l'opinion publique, suscitant même à partir de la fin des années 1970 un nombre non négligeable de vocations auprès de ceux qui étaient touchés par le chômage en augmentation.

contribuant finalement à la constitution de véritables quartiers contre-culturels, et de là non seulement à la formation des premières Initiatives de Citoyens, mais aussi à leur diffusion au-delà des cercles alternatifs : car, en développant des liens de clientélisme, en éditant des publications locales pour des besoins pratiques (petites annonces, informations municipales et régionales...), ou en animant des centres d'information et de culture, cette multitude d'entreprises alternatives favorisa le développement des relations entre les (anciens) gauchistes et l'ensemble de la population urbaine. Cela accrut par conséquent la probabilité non seulement de prendre conscience de partager entre eux des problèmes pratiques communs, mais également de vouloir y apporter des réponses ensemble plutôt que de façon dispersée. Les conditions étaient alors réunies pour que se créent et se répandent les Initiatives de Citoyens.

Une des causes de la différence d'ampleur du mouvement écologiste entre la RFA et la France réside donc dans une différence d'évolution qu'ont suivie les mouvances gauchistes des deux pays après 1968. Ceux qui avaient pris part aux mouvements étudiants à la fin des années 1960 ont trouvé en RFA un contexte politique institutionnel plus incitatif qu'en France à l'application de leurs aspirations communautaires-libertaires dans la vie concrète. En a résulté la formation de milieux contre-culturels plus structurés qu'en France. C'est à partir de ces milieux contre-culturels relativement bien insérés au tissu socio-économique des villes ouest-allemandes qu'ont émergé et se sont diffusées les Initiatives de Citoyens, lesquelles vont contribuer à la configuration et à l'essor du mouvement écologiste¹. Le mouvement écologiste n'a pas en revanche rencontré en France un mouvement social qui, semblablement aux Initiatives de Citoyens ouest-allemandes, l'aurait aidé à se lancer dans les années 1970, d'où sa moindre puissance.

Laboratoire du Changement social

Université Paris 7

PierreJacquot@aol.com

1. Si aujourd'hui les Initiatives de Citoyens ne pèsent plus d'un poids sociopolitique aussi important, elles continuent néanmoins de représenter un lieu privilégié par nombre d'Allemands pour exprimer leurs mécontentements.